



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DRM**

La Borne Blanche  
77139 Marcilly

Références : E/26-0523  
Code AIOT : 0006501493

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement DRM implanté La Borne Blanche 77139 Marcilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de la visite d'inspection a été de vérifier le respect des mesures administratives prises à l'encontre de la société DRM suite aux précédentes visites d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRM
- La Borne Blanche 77139 Marcilly
- Code AIOT : 0006501493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Démolition et Revente de Métaux (DRM) exerce des activités d'installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux, de déchets de métaux non dangereux, de déchets dangereux. Elle exploite également une activité d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU).

La société DRM est, en autres, soumise aux textes suivants :

- L'arrêté préfectoral n° 89 DAE 2 IC 140 du 06 juillet 1989 imposant des prescriptions complémentaires à la société SIRAMA pour l'exploitation d'un chantier de récupération de métaux sur le territoire de la commune de Marcilly ;
- L'arrêté préfectoral n° 216/DRIEE/UT77/046 du 04 mai 2016 imposant des prescriptions à la société DRM ;
- L'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à l'entreposage, la dépollution, le démontage des véhicules hors d'usage ;
- L'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux).

Suite aux constats réalisés par l'inspection des installations classées, le 29 novembre 2023, le préfet de Seine-et-Marne a pris à l'encontre de la société DRM les actes administratifs suivants :

- L'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/051 du 18 avril 2024 portant mise en demeure, suspension et mesures conservatoires ;
- L'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/052 du 18 avril 2024 portant mise en demeure ;
- L'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/054 du 18 avril 2024 rendant la société DRM redevable d'une astreinte administrative journalière.

Suite à de nouveaux constats réalisés par l'inspection des installations classées le 26 novembre 2024, le préfet de Seine-et-Marne a pris à l'encontre de la société DRM les actes administratifs suivants :

- L'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/35 du 13 mai 2025 rendant la société DRM redevable d'une amende administrative journalière ;
- L'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/36 du 13 mai 2025 rendant la société DRM redevable d'une astreinte administrative ;
- L'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/37 du 13 mai 2025 portant mise en demeure ;
- L'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/38 du 13 mai 2025 portant liquidation partielle d'une astreinte administrative journalière.

Enfin, le préfet de Seine-et-Marne a pris à l'encontre de la société DRM l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/094 du 13 juin 2025 portant mise en demeure de réaliser 3 campagnes d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de son établissement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- DEEE

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Plan d'entreposage de déchets de métaux	AP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
6	Entretien et imperméabilité des sols	AP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
8	Contrat avec un éco-organisme	AP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Astreinte	
10	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1	/	Mise en demeure, déchets	2 mois
11	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Mise en demeure, déchets	2 mois
12	Entreposage des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Mise en demeure, déchets	2 mois
13	Analyse des substances PFAS	AP n°2025/DRIEAT/D77/094 Mise en demeure du 13/06/2025, article 1 <sup>er</sup>	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mélange de déchets dangereux avec d'autres catégories de déchets	AP n° 2024/DRIEAT/UD77/054, Astreinte administrative du 18/04/2024, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
2	Entreposage des déchets	AP n° 2025/DRIEAT/D77/036 Astreinte administrative du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
3	Dépollution, démontage et découpage.	AP n° 2025/DRIEAT/D77/036 Astreinte administrative du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
4	Entreposage de pneumatiques hors périmètre autorisé	AP n° 2025/DRIEAT/D77/036 Astreinte administrative du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
7	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPEAP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	AP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Respect des exigences de traitement des composants	AP n° 2025/DRIEAT/D77/037 Mise en demeure du 13/05/2025, article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté le 10 février 2026 que la société DRM avait partiellement satisfait aux mesures administratives prises à son encontre suite aux visites d'inspection du 29 novembre 2023 et du 26 novembre 2024.

Il convient que la société DRM mette en œuvre des actions complémentaires pour :

- tenir à jour le plan d'organisation des installations,
- assurer la réfection de la dalle aux endroits où elle est dégradée et n'est plus étanche,
- finalise la procédure en cours de contractualisation avec l'éco-organisme ECOSYSTEM.

L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté de nouveaux manquements, relatifs aux règles d'entreposage des VHU en attente de dépollution et des batteries.

Par ailleurs, il appartient à la société DRM de contractualiser dans les meilleurs délais avec un éco-organisme et/ou avec au moins un système individuel agréé dans le cadre de la filière REP (Responsabilité Élargie des Producteurs) de véhicules.

Enfin, la société DRM est tenue de réaliser une campagne de 3 mois pour l'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de son établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mélange de déchets dangereux avec d'autres catégories de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/054, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article L.541-7-2 du Code de l'environnement, impose que le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits ;  L'article R.543-186 du Code de l'environnement, impose que les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés soient entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence flagrante de déchets dangereux, type cartouche de protoxyde d'azote, dans les différentes zones d'entreposage de déchets non-dangereux du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

### N° 2 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/036, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 &gt; IV.</u> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible,



amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le site est organisé en différentes zones d'entreposage de déchets ; celles-ci sont clairement délimitées et organisées par typologie de déchets. Le site dispose d'une zone spécifique pour le regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

**N° 3 : Dépollution, démontage et découpage.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/036, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 &gt; I.</u> L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; - les pots catalytiques sont retirés. Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les sols des zones dédiées à la gestion des VHU (entreposage, dépollution) sont nettoyés et ne présentent pas d'écoulements d'huiles et d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

**N° 4 : Entreposage de pneumatiques hors périmètre autorisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/036, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2023</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cessation de l'activité de regroupement de déchets de pneumatiques relevant de la rubrique n° 2714.</li> <li>• Évacuation, vers des installations dûment autorisées à les recevoir, de la totalité des déchets de pneumatiques présents sur les parcelles n° 295 et 296 (hors périmètre autorisé).</li> <li>• Transmission des justificatifs de ces évacuations à l'inspection des installations classées</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence de bennes contenant des déchets de pneumatiques et de bois sur les parcelles n° 295 et 296 attenantes au site (hors périmètre autorisé), ainsi qu'un VHU (bus). L'exploitant a procédé à l'évacuation d'une partie de ces déchets lors de la visite du contrôle et a justifié par courrier électronique du 23 février 2026 de l'évacuation de l'ensemble de ces déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

#### N° 5 : Plan d'entreposage de déchets de métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/037, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; [...] - le plan des bâtiments et des installations
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le plan des bâtiments et des installations n'a pas été mis à jour pour localiser la zone d'entreposage de déchets d'inox situé à l'entrée du site. Par ailleurs, la hauteur maximale de ce dépôt excède 6 m (environ 7 mètres). L'exploitant a indiqué qu'il s'agit uniquement de déchets d'inox triés, non combustibles et non inflammables.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que l'exploitant procède à la mise à jour du plan d'exploitation du site ou qu'il organise les zone d'entreposage du site conformément au plan de masse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 6 : Entretien et imperméabilité des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/037, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les sols des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être étanches.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la dalle extérieure présente toujours, par endroits, de fortes détériorations susceptibles d'entraîner des écoulements d'eaux de ruissellements non traités dans les sols.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les travaux nécessaires représentent un coût important, mais que des travaux de réfection sont réalisés au fur et à mesure.</p> <p>L'exploitant n'a toutefois pas transmis, suite à la mise en demeure ni lors de la visite d'inspection, d'échéancier pour la réfection des zones dégradées de la dalle.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il convient que l'exploitant transmette un échéancier des travaux de réfection de la dalle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/037, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'activité de traitement de D3E.</p> <p>L'exploitant a déclaré que ces déchets sont regroupés dans une zone spécifique du site dans l'attente de leur transfert pour traitement et valorisation auprès d'un autre prestataire.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 8 :** Contrat avec un éco-organisme (REP D3E)

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/037, article 1<sup>er</sup>

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets

**Prescription contrôlée :**

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un échange de courriers électroniques avec l'éco-organisme ECOSYSTEM daté du mois d'août 2025, pour justifier des démarches de contractualisation en cours.

Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié avoir transmis à ECOSYSTEM les documents demandés par ce dernier lors de cet échange pour finaliser la procédure.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de finaliser la procédure de contractualisation en cours avec ECOSYSTEM.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**N° 9 : Respect des exigences de traitement des composants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/037, article 1 <sup>er</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :  Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ; -composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ; -piles et accumulateurs ; -cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ; -cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ; -matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ; -déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ; -tubes cathodiques ; -chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ; -lampes à décharge ; -écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ; -câbles électriques extérieurs ; -composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; -composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ; -condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).  Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'activité de traitement de D3E. L'exploitant a déclaré lors du contrôle ne pas porter atteinte à l'intégrité physique des D3E admis sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 10 : Obligation de contractualisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été informée que la société DRM n'a pas contractualisé avec l'éco-organisme agréé, ni avec un système individuel créé pour collecter et le traitement des VHU.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que l'exploitant contractualise avec l'éco-organisme et/ou avec au moins un système individuel créé pour gérer la collecte et le traitement des VHU.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Prescription contrôlée :</b> L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté un empilement de VHU non dépollués sur 2 niveaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient de ne pas empiler des VHU non dépollués, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Entreposage des batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Prescription contrôlée :</b> Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les batteries sont entreposées dans un bâtiment, dans une benne de 10 m <sup>3</sup> non couverte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que la benne qui regroupe les batteries soit couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Analyse des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/09/2023, article 4
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 2 :</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. <u>Article 4 :</u> II - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. III - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le devis d'un prestataire pour la réalisation de cette campagne d'identification et d'analyse des PFAS. Ce devis n'était pas signé par l'exploitant. L'exploitant a déclaré qu'il n'a pas encore missionné le prestataire, mais qu'il allait faire réaliser cette campagne d'analyses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées le bon de

commande signé auprès du prestataire qui aura missionné pour la réalisation de cette campagne d'analyse de 3 mois, et les résultats d'analyse commentés au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte